

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61925

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

trennen. Es läßt sich argumentieren, daß die Aufdeckung von Korruptionsfällen normenstabilisierend wirken kann, daß aber andererseits moralischer Rigorismus, der jegliche Form der Normabweichung, wie z. B. den in Demokratien notwendigen Kompromiß oder die situationsadäquate Anpassung als Korruption verteufelt, eher kontraproduktiv ist (so der Münsteraner Politikwissenschaftler Jürgen Bellers).

War die Aufdeckung des Sklarek-Skandals eine Hauptursache für den Erfolg der NSDAP bei den Berliner Kommunalwahlen vom 17. November 1929 und die Verluste der SPD und der DDP? Ludwig formuliert ein vorsichtiges Ja (S. 33f.) Ihre Auswertung der propagandistischen Benutzung des Skandals in der Presse ergibt allerdings, daß die Publikationen der KPD, zum Beispiel »Die Rote Fahne«, den NSDAP-Zeitungen »Angriff« und »Völkischer Beobachter« bei der Ausschlichtung der Affäre den Rang abliefen (S. 157–161).

Der detailverliebte, angesichts des ungebremsten Materialreichtums der Arbeit – die enggedruckten Fußnoten machen häufig dem Haupttext den Platz streitig – oft nur impressionistische Zugriff auf das Thema wirkt sich verunklarend besonders im letzten Teil der Studie aus, in dem Ludwig die »Korruption(sbekämpfung) im Dritten Reich« (S. 339–380) darstellt. Die zahlreichen, hier unter dem Rubrum Korruption dargestellten Fälle und vom Regime angestregten Untersuchungen und Strafverfolgungsmaßnahmen erweisen sich bei näherer, von Ludwig allzu mühsam erarbeiteter Betrachtung als Betrug, Erpressung, Nötigung, Raub etc. von Nationalsozialisten, oft unter dem Deckmantel der »Arisierung«, gegenüber oder zuungunsten von Juden, Regimegegnern oder einfach Bürgern, deren Eigentum oder berufliche Stellung den Nationalsozialisten oder Opportunisten in der Machtergreifungsphase begehrt erschien oder im Wege waren. Der Korruptions-Vorwurf war das unmittelbar nach der »Machtergreifung« überreichlich angewandte und durch Gutachten, Denkschriften und Gremien willfähriger Juristen geschärfte Instrument, um Personen zu diskreditieren, unschädlich zu machen oder ihrer Geschäftsgrundlage zu berauben. Beim Kampf um die »Futterkrippen« stellten die Nazis alles bisher Dagewesene rasch in den Schatten: Den Mitarbeitern des neugegründeten Reichspropagandaministeriums war es binnen Jahresfrist gelungen, 192 Familienmitglieder allein bei der Reichsrundfunkgesellschaft unterzubringen.

Peter LESSMANN-FAUST, Dortmund

Heiner MÖLLERS, Reichswehrminister Otto Geßler. Eine Studie zu »unpolitischer« Militärpolitik in der Weimarer Republik, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1998, XXXVI–439 p. (Europäische Hochschulschriften. Reihe III: Geschichte und Hilfswissenschaften, 794).

La période couverte par cette étude, soit 1919–1928, est d'une importance capitale tant sur le plan de la formation de la République de Weimar que sur celui du développement de la conjoncture politique européenne. Ces quelques années ont donc fait l'objet tant en France qu'à l'étranger de nombreux travaux concernant notamment le renouveau de la puissance militaire allemande avec, en arrière-plan, les clauses du Traité de Versailles et, parmi les grandes conférences internationales de l'époque, celles de Spa et de Locarno.

Heiner Möllers, en centrant son étude sur l'action de Otto Geßler, qui après avoir été maire de Nuremberg en 1914–1918, ministre de la reconstruction d'octobre 1919 à mars 1920 occupa le poste de ministre de la Guerre (titre répondant de façon imparfaite sans doute à cette fonction) jusqu'en janvier 1928, soit sous 15 gouvernements. On conçoit combien sa tâche a pu être ardue et délicate puisqu'il a dû – ou aurait dû – reconstruire une nouvelle armée allemande apolitique, républicaine et pour le moins sinon loyale, du moins neutre vis-à-vis du nouveau régime politique. Son objectif coïncidait totalement avec celui qui, de fait, veillait aux destinées de la *Reichswehr* (»Die Wehrmacht der deutschen Republik ist die Reichswehr« – Loi du 23 mars 1921): le général von Seeckt. L'Allemagne allait

connaître après les événements de novembre 1918 d'autres troubles et insurrections, tous sanglants, où la *Reichswehr* dut être utilisée pour suppléer aux forces de police, pourtant militarisées, mais en l'occurrence débordées par la violence et l'ampleur de ces émeutes armées.

Observer les stipulations imposées en matière de réduction de la *Reichswehr* qui, en novembre 1918, comptait plus de quatre millions de soldats et officiers devait tomber à 100 000 hommes (la *Kriegsmarine* à 15 000) mit en pleine lumière l'état d'esprit régnant dans l'armée, attachée aux principes monarchiques et régionaux. Les corps francs, les milices para-militaires et la police «encasernée», bref toutes les formes de camouflage d'effectifs en-deça de la limite imposée et l'armement correspondant – furent certes largement perçues par les Alliés mais l'étude de Möllers en expose des mécanismes que l'on soupçonnait mais qui échappaient à la vigilance des 2^e Bureau et Commissions de contrôle. L'homme de la situation ne fut pas Otto Geßler, ignorant tout du fonctionnement d'une armée, candidat de compromis entre les partis politiques, mais bien le général Hans von Seeckt. Certes, depuis les travaux fondamentaux de Georges Castellan, consacrés au réarmement clandestin du Reich (1959), ce processus était connu mais il est normal que la recherche historique ait permis de compléter ces études, limitées alors par leurs sources. Il suffit de faire la comparaison entre le livre du général Nollet, paru en 1932: «Une expérience de désarmement. Cinq ans de contrôle militaire en Allemagne» et l'ouvrage de Manfred Zeidler, publié en 1993: «Reichswehr und Rote Armee 1920–1933». Tenir la *Reichswehr* à l'écart de la politique signifiait cultiver son attachement aux anciennes traditions, laisser se poursuivre et se renforcer ses liens avec les associations telles que le Stahlhelm et, l'exemple du putsch raté Kapp-Lüttwitz et des événements sanglants de la Ruhr et de Saxe montre que l'armée, employée pour mater ces désordres, agissait alors de manière différente. C'est aussi durant ces premières années d'après-guerre que prend naissance le nationalisme radical qui aboutira à la tentative de putsch de Hitler et aux tentations séparatistes de la Bavière, où, là encore, les commandants régionaux ne semblent guère impressionnés par Berlin et Otto Geßler, chef des forces armées, montrera du doigt, mais pas d'énergie.

L'auteur présente une étude historique exemplaire qui permet de pénétrer très avant dans la vie politique de cette République de Weimar aux fondements instables, que trop de forces contraires se préparent à abattre. L'ancien état-major général impérial est toujours vivant sous une autre dénomination et Seeckt, placé à sa tête, agissant dès 1920–1921 sans se préoccuper des réactions de «son» ministre, procède à un renforcement massif et systématique du potentiel militaire allemand: premiers contacts avec les Soviétiques, camouflage d'effectifs, et surtout, formation d'une armée de cadres et, vers 1925–1926, mise à l'étude de matériels avec l'aide de grandes firmes industrielles. Seeckt dut cependant quitter ses fonctions en octobre 1926, sur décision de Geßler et soutenu du bout des lèvres par le *Reichspräsident* Hindenburg, alors que la généralité de la *Reichswehr* ne s'opposa pas à son départ; le motif choisi – l'affaire du prince Guillaume de Prusse, fils du *Kaiser* qui se présenta en uniforme de l'armée impériale à un exercice de la *Reichswehr* – était mince mais reflétait une situation malsaine à tous égards, qui excédait le cadre strictement militaire. La presse, dans son ensemble, lui fut favorable mais Geßler fut assez habile pour éviter les coups alors qu'il fut l'unique responsable de cette décision. Il est vrai que dès 1923, il voulut le remplacer par le général Wilhelm Heye, ce qui arriva le 7 octobre 1926. Ce fait, qui n'est qu'un épisode dans l'activité de Geßler comme ministre de la Guerre, illustre sa position en porte-à-faux face aux chefs de l'armée, qui finirent par s'imposer et structurer politiquement la *Reichswehr* dans un esprit qui, quelques années plus tard, lui fit accepter, à quelques réserves près, la prise de pouvoir par Hitler.

Geßler, bien que membre du Deutsche Demokratische Partei (DDP) est resté attaché aux Wittelsbach et à la Bavière, faisant preuve d'une tiédeur douteuse vis-à-vis de Weimar et, élu à ce poste capital, il y resta parce qu'il bloquait les attaques des partis de gauche contre la

Reichswehr et la protégeait. Toutefois, vers 1926–1927, son parti, qui se tourna avec plus de sympathie vers une frange »acceptable« de démocrates et de pacifistes, admit mal l'attitude de Geßler et le poussa à quitter le DDP. Le 19 janvier 1928, Geßler dut démissionner de son poste de ministre après que de multiples révélations d'affaires plus gênantes les unes que les autres, en particulier l'escroquerie d'un officier de la *Kriegsmarine* Lohmann, couverte par Geßler, confirmaient l'indépendance de la *Reichswehr* face aux autorités civiles. D'autre part, ces procédés antiparlementaires révélés au grand jour par la presse tant en Allemagne qu'à l'étranger et dénonçant les formes de réarmement adoptées ou tolérées par l'Allemagne démentaient les approches et déclarations apaisantes de ses responsables politiques. La méfiance envers l'Allemagne ne devait-elle pas se renforcer?

Il faut lire cette étude (qui est une thèse de doctorat dirigée par Gerd Krumeich) qui précise bien des points de la vie politique allemande de cette période, notamment le jeu difficile mené par des partis sans réelle expérience de la vie parlementaire. On perçoit mieux comment le national-socialisme a pu se développer et trouver appui dans de si nombreux secteurs de la société allemande et, par l'exemple de Otto Geßler, Heiner Möllers débarrasse l'histoire de ces temps fallacieusement porteurs d'espoir, des multiples voiles qui pouvaient encore la masquer.

Marcel SPIVAK, Les Lilas

William L. PATCH, Jr., *Heinrich Brüning and the Dissolution of the Weimar Republic*, Cambridge (Cambridge U.P.) 1998, IX–358 S.

Heinrich Brüning gilt als einer der bedeutenden deutschen Politiker im 20. Jh. Es ist schwer erklärlich, warum das so ist. Brüning war ein Mann ohne Charisma und ist als Politiker gescheitert. Nachdem man – laut Klappentext – »the first scholarly Biography of Brüning in any language« gelesen hat, ist man einer Erklärung des Renommées nicht näher. Dabei macht Patch aus seiner Brüning-Verehrung keinen Hehl. Das Objekt seiner biographischen Bemühungen kommt dem Leser ganz sicher in möglichst vorteilhaftem Licht entgegen. Daß der Mann auch darin eigentümlich unkonturiert und blaß wirkt, eher von den Umständen bestimmt, als die Umstände gestaltend, hat mit der Person, mit eben jenen Umständen und mit den Forschungs- und Vermittlungsinteressen des Biographen zu tun.

Aber was heißt Biograph und Biographie? Das Buch hat, die Einleitung und den Schluß ausgenommen, 308 Textseiten. Davon gelten 224 Seiten den zweieinhalb Jahren, in denen Brüning deutscher Reichskanzler wurde und deutscher Reichskanzler war, und 84 Seiten den vorhergehenden 44 und den folgenden 38 Jahren von Brünings Leben. Die Aufteilung ist richtig, und die 50 Seiten über Brünings politisches Nachleben sind eigentlich schon zu viel. Sie machen deutlich, daß sich das, was der Person an Interesse zukommt, nicht aus Brünings Persönlichkeit ergibt, sondern an dem Amt haftete, das er vorübergehend ausübte. Auf Bismarck oder Adenauer, zwischen die Patch Brüning einzuordnen neigt, trifft dies nicht zu. Deshalb sind die beiden biographisch reizvoll und ergiebig. Brüning ist dies nicht, weder für die Leser noch – so vermute ich – für den Autor. Deshalb, so vermute ich weiter, ist das Buch denn auch keine Biographie geworden, sondern eine politische Geschichte der Jahre 1930 bis 1932 mit biographischen Akzenten sowie biographischem Vor- und Abspann. Merkwürdigerweise hat diese Geschichte nun einen Titel erhalten, der zwar nicht in einem logischen Widerspruch zu Patchs Absicht steht, aber doch etwas irrtümliche Eindrücke und womöglich auch Erwartungen hervorzurufen geeignet ist. Es klingt danach, daß Brüning mit der Auflösung der Republik etwas zu tun hatte. Der – wenn man so will – analytische Zweck des Buches, das also, was vornehmlich ihm historiographisches Gewicht geben soll, besteht nun aber gerade im Bemühen um den Nachweis, daß Brüning seinen Absichten und seiner praktischen Politik nach nichts damit zu tun hatte. Das